

**Union européenne - Brexit -  
Allemagne - Turquie - Entretien de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes,  
avec «LCP»**

(Paris, 29 janvier 2018)

Q - Nathalie Loiseau, bonjour !

R - Bonjour !

Q - Vous êtes ministre chargée des affaires européennes, les 27 s'appellent aujourd'hui adopter leur position sur la phase de transition qui suivra le Brexit. Quelle est la position de la France et qu'est-ce qui attend la Grande-Bretagne ?

R - La position de la France, c'est déjà devenu la position des 27, on en a parlé, on a donné un mandat à Michel Barnier pour discuter avec le Royaume-Uni. La réalité du Brexit c'est que le Royaume-Uni sort de l'Union européenne le 29 mars 2019 ; il faut une période qui permette de passer de ce statut d'Etat membre à un statut d'Etat tiers. Il faut encore un peu de temps pour permettre de finir de négocier l'accord pour les relations futures, c'est très compliqué de sortir de l'Union européenne. Le Royaume-Uni est évidemment très imbriqué avec l'Europe, il nous faut aux uns et aux autres du temps, pas trop parce qu'il faut de la visibilité pour les acteurs économiques pour les citoyens, pour savoir exactement à quoi ressemblera la future relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Q - On parle d'une période de transition qui prendrait fin en 2020. Est-ce que c'est ça la date ?

R - C'est réaliste de penser qu'on va aller jusqu'à la fin 2020. On se donne en gros 18 mois, on traite tout ce qu'on doit traiter. L'idéal c'est de ne pas faire durer trop longtemps cette transition parce que vous avez des citoyens européens au Royaume-Uni, des citoyens britanniques en Europe, des entreprises, des décisions à prendre. Si par exemple dans l'avenir, le Royaume-Uni sort de l'union douanière, ça veut dire qu'il faut réinstaurer des contrôles douaniers, donc il y a des douaniers à embaucher, il y a des infrastructures à modifier, il faut qu'on le sache vite : rien ne sert de rester dans une espèce de zone grise qui n'est bonne pour personne. C'est le Royaume-Uni, qui a souhaité quitter l'Union européenne, ce n'est pas une décision que nous souhaitons mais c'est une décision que nous respectons. Maintenant il faut aller vers cette sortie complète.

Q - Alors, il y a une proposition de résolution qui a été signée cette fois avec

l'Allemagne, la semaine dernière pour améliorer le traité de l'Elysée ; il y avait très peu de députés la République en marche qui étaient présents dans l'hémicycle. Vous-même, on a noté que vous étiez arrivé un petit peu en retard, est-ce que la France soigne assez son allié allemand ?

R - Alors, en effet, j'avais une minute de retard, notamment parce que les huissiers ne me laissaient pas rentrer ! J'arrivais du sommet de Versailles. Il y avait quand même un bon nombre de députés dans la salle. Nous avons rencontré ensuite avec le président du Bundestag, Wolfgang Schäuble. Oui, j'aurais préféré un hémicycle plus plein mais les députés sont souverains. Ce n'est pas au gouvernement de donner des instructions aux députés. On a un partenariat franco-allemand extraordinairement fort sur normalement de sujets européens et bilatéraux ; ce que je note d'ailleurs, c'est que ce partenariat n'a pas souffert de la campagne électorale allemande et de ce temps en réalité assez long, assez inhabituel que met l'Allemagne à se trouver un nouveau gouvernement.

Q - C'est un soulagement, cet accord avec le SPD ?

R - En tout cas, la bonne nouvelle, c'est qu'on semble aller vers un gouvernement pérenne, il faut le dire encore avec un peu de prudence puisque les discussions se poursuivent.

Q - Les militants du SPD doivent voter sur cet accord ?

R - Les militants du SPD voteront quand l'accord sera finalisé, c'est-à-dire quelque part fin mars. Nous avons besoin d'un partenaire allemand stable et fort.

Q - Ce couple franco-allemand, il est nécessaire pour mettre en place le projet européen d'Emmanuel Macron ?

R - Il est indispensable, même s'il n'est pas suffisant. Ce qu'on constate c'est que quand le couple franco-allemand est en panne ou est en berne, il ne se passe rien en Europe. En revanche quand il fonctionne bien, ce qui est le cas maintenant, il s'ouvre, il n'est pas exclusif.

Q - Même si Angela Merkel est affaiblie quand même par la difficulté à créer cette coalition ?

R - Oui, on a fait avancer l'Europe de la défense à la fin de l'année dernière ; on a pris des mesures significatives pour permettre que, très vite, on puisse avoir des projets ensemble en matière de recherche, de développement, de capacités opérationnelles, de matériels de défense européens. C'était un pas considérable. On a reformé le régime des travailleurs détachés. Ces éléments-là, on les fait en ce moment, alors qu'il n'y a pas de nouveau gouvernement allemand stable. Pour pouvoir travailler par exemple sur l'avenir de la zone euro, on a besoin qu'il y ait un gouvernement allemand installé et donc le plus vite sera le mieux.

Q - Il n'y a pas besoin que de l'Åsa, il faut aussi une majorité en Europe, est-ce qu'on peut la trouver cette majorité pour ce projet, notamment pour la zone euro, sachant qu'il y a quand même des différences notoires avec une montée des populismes dans beaucoup de pays et que ce soit en Autriche ou aux Pays-Bas, Beppe Grillo en Italie ?

R - Sur chaque sujet, en Europe, chaque Etat membre compte ; c'est ce qui s'est passé quand on a travaillé sur les travailleurs détachés. On a parlé avec tout le monde, avec les pays de l'est comme avec les pays fondateurs, avec les grands comme avec les petits pays et à la sortie, on a eu ce qu'on appelle une majorité qualifiée pour réformer de manière ambitieuse l'Europe. Pourquoi ? Parce qu'on avait expliqué nos attentes, qu'on avait écouté les contraintes de nos partenaires et qu'on avait trouvé une solution ambitieuse.

C'est la méthode que nous utilisons sur tous les sujets. Ce que nous préconisons aussi, c'est quand dans certains domaines quelques pays sont prêts à aller plus vite, plus loin que les autres, il faut qu'on puisse les laisser faire sans forcer ceux qui ne sont pas prêts ou qui n'ont pas la volonté politique de suivre mais sans que les plus lents ou les plus réticents ne bloquent l'avancée de l'Union européenne.

Q - Emmanuel Macron appelle une Europe à plusieurs vitesses mais concrètement, comment l'Åsa se matérialise ?

R - C'est déjà ce qui se passe avec Schengen par exemple, tous les membres de l'Union européenne ne sont pas dans Schengen. C'est le cas dans la zone euro. Il faut qu'à chaque fois qu'on a un projet un peu ambitieux, on le propose aux 27. Viennent ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas rejoindront plus tard quand ils le souhaiteront ou quand ils le pourront !

Q - Ça veut dire quand même qu'on a une Europe qui va se disloquer un peu avec des pays de tête qui vont pouvoir faire ces réformes et puis les autres qui ne suivront pas.

R - Pas du tout parce que regardez aujourd'hui Schengen ou la zone euro, vous avez des pays qui aspirent, qui sont candidats à y entrer alors que ce n'était pas le cas il y a quelques années. C'est la notion d'avant-garde tout simplement. On démarre quand on est prêt et puis l'Åsa fait tache d'huile, l'Åsa donne envie. Aujourd'hui l'Europe est un continent qui donne envie ; d'ailleurs, il y a des pays qui sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne, il ne faut pas se laisser aveugler par le Brexit, un Etat membre et pas n'importe lequel, qui a pris la décision de sortir, même si cette décision est compliquée à mettre en œuvre. L'Europe a une force d'attraction considérable.

Q - La Turquie, elle a vocation à rentrer pour vous dans l'Europe ?

R - Aujourd'hui en l'état actuel des choses, compte tenu des décisions de politique

internationale qui ont été prises par la Turquie, il n'y a aucune possibilité d'avancer dans la négociation vers l'adhésion de la Turquie parce qu'il y a une question de partage de valeurs. La manière dont fonctionnent les institutions turques n'a rien à voir avec les valeurs de l'union européenne.

Q - Il y a les élections européennes aussi qui se présentent, elles auront lieu dans un peu plus d'un an, une liste nationale va être adoptée en France. De votre côté est-ce que vous vous travaillez à la création de listes transnationales et avec quels amis européens pourrait-on s'allier ?

R - En effet nous portons le projet, à côté de la liste nationale pour laquelle les électeurs iront voter en 2019, qu'il y ait une circonscription européenne en prenant avantage des sièges laissés vacants par les britanniques qui s'en vont et que cette circonscription puisse être faite par des listes transnationales. Ce qui compte c'est moins la nationalité des candidats qui la composent que le projet, le programme, et donc que les partis européens aient une vision européenne. Trop longtemps jusqu'à maintenant les élections européennes c'était 28 élections la même semaine mais qui parlaient de sujets différents. C'est cela qu'il faut qu'on arrive à modifier parce qu'en réalité l'Europe a un impact fort sur notre vie de tous les jours et il faut qu'au moment des élections européennes les électeurs sachent quel est le projet européen des partis qui se présentent. Alors avec qui la République en Marche s'alliera-t-elle pour 2019 ? C'est trop tôt pour le dire (...).

À